



L'Incorporation des **Dentistes** au **Québec**

François Drouin, CA, CPA, M.Fisc.

Avis légal

L'incorporation des dentistes est un sujet très complexe, lequel ne saurait évidemment être traité en profondeur dans le présent document. Ce fascicule vise à sensibiliser les dentistes quant aux bénéfices que peut procurer l'incorporation de leur pratique en exposant les principaux facteurs pouvant permettre la réalisation d'économies impressionnantes. Les nombreuses subtilités inhérentes au domaine fiscal, de même que les exigences de nature légale, ne sont pas abordées en profondeur dans ce document à vocation générale.

Bien que des principes généraux s'appliquent, chaque situation et chaque individu représentent un cas particulier qu'il convient d'analyser individuellement. Divers facteurs, dont la situation familiale, les antécédents fiscaux, etc. peuvent influencer grandement les conséquences des opérations fiscales décrites ultérieurement.

Les lois fiscales étant en constante évolution, ce document pourrait ne pas refléter la situation exacte en date de sa consultation par les intéressés. Par conséquent, en aucun moment, son contenu ne devrait être interprété comme un avis juridique ou une recommandation formelle de la part des auteurs. Les auteurs n'assument aucune responsabilité relative aux informations contenues dans ce document.

La consultation de spécialistes du domaine fiscal, laquelle servira à établir la situation précise d'un individu, s'avère essentielle à l'initiation d'une démarche en vue de l'incorporation de la pratique de tout dentiste.



TABLE DES MATIÈRES

1. LES PRINCIPAUX MOTIFS JUSTIFIANT L'INCORPORATION D'UN DENTISTE	
1.1 Le fractionnement de revenu	P. 4
1.2 La déduction pour gain en capital	P. 4
1.3 Les économies au niveau du financement d'une pratique professionnelle	P. 5
1.4 La vente de l'achalandage	P. 5
1.5 Le report d'impôt	P. 6
1.6 Le paiement des primes d'assurance vie par la compagnie	P. 7
1.7 Le bureau à domicile	P. 7
1.8 Devrais-je m'incorporer ?	P. 7
2. LES STRUCTURES POSSIBLES POUR LES DENTISTES ŒUVRANT AU QUÉBEC	
2.1 La structure de base	P. 8
2.2 La structure professionnelle	P. 8
2.3 La structure ultime	P. 9
2.4 Schéma des avantages relatifs aux structures illustrées	P. 9
2.5 Quelle structure est la plus avantageuse pour moi ?	P. 9
3. LES ÉTAPES DE L'INCORPORATION	P. 10
4. ANNEXES PERTINENTES	
4.1 Réponses aux questions fréquemment posées	P. 11
4.2 Exigences légales relatives à l'incorporation des dentistes	P. 12



1. Les principaux motifs justifiant l'incorporation d'un dentiste

L'incitation principale à la base de l'incorporation réside certainement dans l'avantage fiscal énorme qui peut en découler. S'incorporer permet de tirer profit de plusieurs avantages fiscaux importants tels que : le fractionnement de revenu, la déduction pour gain en capital, le financement à moindres coût d'une acquisition, les taux d'impositions inférieurs applicables à certains types de revenus, le report d'impôt et bien davantage.

1.1 Le fractionnement de revenu

Qu'est-ce que le fractionnement de revenu? On entend par fractionnement de revenu le fait de profiter de la progressivité des taux d'imposition sur le revenu. Le même dollar de revenu peut être imposé à des taux différents, allant de 0 % à 48 %, en fonction de la situation propre à chacun. Comme il est fréquent que le revenu d'une famille soit réparti de manière asymétrique, il en résulte des coûts d'impôts excessifs que l'incorporation peut grandement diminuer.

Dans une optique purement fiscale, les membres d'une famille peuvent être considérés comme de véritables actifs fiscaux potentiels. En déplaçant le revenu du dentiste vers un membre de sa famille, le dentiste transforme du revenu imposé à un taux de 48 % vers un taux plus bas, voir nul. Pour fractionner, il faut donc avoir dans sa famille des personnes majeures qui s'imposent sur des revenus plus bas que le dentiste. La situation illustrée ci-contre démontre les économies d'impôts potentielles réalisées grâce à l'emploi d'une telle stratégie fiscale :

Tableau 1 : Économies annuelles

Individu	Dentiste	Conjoint	Enfant majeur 1	Enfant majeur 2
Revenu total	250 000 \$	35 000 \$	5 000 \$	0 \$
Taux d'impôt marginal	48,2 %	32 %	0 %	0 %
Attribution du revenu du dentiste	-135 000 \$	85 000 \$	25 000 \$	25 000 \$
Économies annuelles générées		4 000 \$	7 000 \$	8 000 \$

Tableau 2 : Économies totales

Nombre d'années	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Économies totales	19 000 \$	38 000 \$	57 000 \$	76 000 \$	95 000 \$	114 000 \$	133 000 \$	152 000 \$	171 000 \$	190 000 \$

N.B.: Ce tableau présente l'effet cumulé des économies d'impôts annuelles générées au fil des ans. Il ne comprend nullement les revenus de placements supplémentaires qui s'ajouteront à ces montants et bénéficieront de l'intérêt cumulé.

1.2 La déduction pour gain en capital

Lorsque le dentiste souhaitera se retirer ou céder sa société, il lui suffira de disposer de ses actions. S'il est incorporé, le dentiste pourra bénéficier de la déduction pour gain en capital d'un maximum de 750 000 \$. Cette déduction réduira le gain en capital qui sera réalisé à la vente de la société et diminuera de façon importante l'impôt à payer. C'est donc dire que l'incorporation permettra au dentiste d'éviter l'impôt sur le premier 750 000 \$ de gain en capital qui sera réalisé lors de la vente des actions de sa société. Pour y être admissible, le dentiste doit être un résident canadien et il doit disposer d'actions admissibles de petite entreprise. Dans la plupart des cas, il sera assez facile de s'assurer que les actions détenues rencontrent ce dernier critère. Il suffit que les actions soient détenues par le dentiste pendant deux ans et que la majorité des actifs détenus par la société soient utilisés pour l'exploitation de celle-ci. Le tableau ci-contre démontre les économies d'impôts qui pourraient être réalisées selon différents niveaux de gain en capital :



Tableau 3 : Le dentiste n'est pas incorporé

Gain en capital réalisé à la vente des actions	50 000 \$	100 000 \$	250 000 \$	500 000 \$	750 000 \$
Économies d'impôts	12 000 \$	24 000 \$	60 000 \$	120 000 \$	180 000 \$

De plus, dépendamment de la structure retenue, il pourrait s'avérer possible de multiplier la déduction pour gain en capital de 750 000 \$ de manière à réduire encore davantage l'impôt à payer lors de la vente de la pratique du dentiste.

1.3 Les économies au niveau du financement d'une pratique professionnelle

Sans l'incorporation, le dentiste doit procéder à l'acquisition personnelle d'actions ou de parts. Il doit donc rembourser son emprunt avec l'argent généré par sa pratique professionnelle et vraisemblablement imposé à un taux de 48 %. En procédant de la sorte, il s'avère très laborieux pour le dentiste de récolter les sommes nécessaires au remboursement de l'emprunt. Il va sans dire que financer l'acquisition ou la mise sur pied d'une pratique professionnelle avec de l'argent imposé à un taux inférieur s'avérerait beaucoup moins coûteux et permettrait, soit de rembourser l'emprunt plus rapidement ou encore de profiter de davantage de liquidités, lesquelles pourraient fructifier dans la société jusqu'à ce que le dentiste en ait besoin personnellement.

Grâce à l'incorporation, le dentiste peut effectuer l'acquisition d'une part via une société. De cette façon, l'emprunt peut être remboursé avec l'argent provenant aussi de sa pratique professionnelle, mais qui aura préalablement été imposé à un taux de 19 %. L'incorporation permettra donc de réduire de 29 % le coût en impôt relié à l'accumulation des sommes nécessaires au remboursement de l'emprunt. Il s'avère donc très bénéfique de procéder au financement d'une part via une société plutôt que de la financer personnellement. Cet avantage découle du simple fait de l'écart entre le taux d'impôt d'une société et le taux d'impôt d'un particulier. Le tableau ci-contre démontre les économies d'impôts qui pourraient être réalisées en investissant via une société plutôt que personnellement, selon différents niveaux d'investissements.

Tableau 4 : Économies d'impôts

Financement requis	50 000 \$	100 000 \$	250 000 \$	500 000 \$	750 000 \$
Remboursements (capital et intérêt)*	64 750 \$	129 500 \$	323 750 \$	647 500 \$	971 250 \$
Argent nécessaire pour rembourser - sans incorporation	111 000 \$	222 500 \$	556 500 \$	1 112 750 \$	1 669 000 \$
Argent nécessaire pour rembourser - avec incorporation	76 500 \$	153 000 \$	382 500 \$	764 750 \$	1 147 000 \$
Économies totales sur 10 ans	34 500 \$	69 500 \$	174 000 \$	348 000 \$	522 000 \$

* Ces montants sont basés sur un emprunt qui porte intérêt à 5 % et qui est remboursable sur une période de 10 ans

1.4 La vente de l'achalandage

Lorsque le dentiste procède à l'incorporation, il est essentiel d'évaluer la juste valeur marchande de sa pratique. Cette valeur sera répartie entre les différents actifs de la société, dont l'achalandage. Il sera alors possible d'effectuer des choix au niveau fiscal afin de transférer les actifs de sa pratique professionnelle, vers sa société, et ce, sans incidence fiscale.

Ce roulement s'avère un choix intéressant en ce qui a trait à la majorité des actifs. Cependant, contrairement au réflexe habituel voulant que l'on reporte l'impôt à payer le plus tardivement possible, il peut être avantageux de transférer l'achalandage à sa juste valeur pour ainsi déclencher immédiatement un gain en capital. Une telle stratégie pourrait permettre au dentiste



d'économiser 12 % en impôt sur le montant du gain en capital déclenché, en plus de procurer à la compagnie des avantages fiscaux additionnels. À titre d'exemple, pour un achalandage d'une valeur estimée de 100 000 \$, cela représente un gain net de 12 000 \$.

Cette économie peut justifier à elle seule ce choix quant à la vente de l'achalandage. Mais, les avantages ne s'arrêtent pas là. Par la suite de ce transfert, la valeur de l'achalandage sera alors augmentée et inscrite aux livres, ce qui se traduira par des déductions fiscales supplémentaires accordées à la société. Faites le calcul!

1.5 Le report d'impôt

L'incorporation permet aussi de reporter des sommes importantes d'impôt. Le report d'impôt est un principe davantage connu puisqu'il est à la base même du fameux REER. Par l'entremise du REER, le gouvernement vous donne en quelque sorte le droit de ne pas payer d'impôts immédiatement sur un montant que vous épargnez en prévision de votre retraite. Vous ne paierez votre dû au fisc que lorsque vous retirerez les sommes de votre régime. Cependant, le REER est sujet à un maximum et souffre de plusieurs limitations considérables.

C'est en quelque sorte un REER simplifié et illimité qu'offre l'incorporation. Pour bien comprendre de quelle manière l'incorporation aide à atteindre ce but, nous allons comparer une situation avec ou sans incorporation dans laquelle les épargnes d'un dentiste sont de l'ordre de 25 000 \$ par année.

Tableau 3 : Le dentiste n'est pas incorporé

Année	1	2	3	Total
Revenu avant impôt	48 250 \$	48 250 \$	48 250 \$	144 750 \$
Impôt (48,2 %)	(23 250 \$)	(23 250 \$)	(23 250 \$)	(69 750 \$)
Revenu après impôt	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	75 000 \$

Tableau 4 : Le dentiste est incorporé

Année	1	2	3	Total
Revenu avant impôt	48 250 \$	48 250 \$	48 250 \$	144 750 \$
Impôt (19 %)	(9 168 \$)	(9 168 \$)	(9 168 \$)	(27 504 \$)
Revenu après impôt	39 082 \$	39 082 \$	39 082 \$	117 246 \$

Alors qu'un revenu de 48 250 \$ est nécessaire pour permettre au dentiste d'épargner 25 000 \$ annuellement, ce même revenu génère plutôt 39 082 \$ s'il est gagné par l'entremise d'une compagnie. Ce report d'impôt permet des économies de l'ordre de 14 000 \$ par année, ce qui permet d'augmenter de plus de 42 000 \$, en seulement 3 ans, les fonds disponibles pouvant être investis. En supposant un rendement moyen de 5 % par année, cette somme procure environ 2 100 \$ de revenus de placements supplémentaires annuellement. Mieux encore, ce montant de revenu peut être lui aussi réinvesti et ainsi générer d'autres revenus supplémentaires pour les années futures.



1.6 Le paiement des primes d'assurance vie par la compagnie

Sans l'incorporation, vous devez recevoir 1 930 \$ de revenu pour obtenir 1 000 \$ après impôt. Par exemple, si votre prime annuelle d'assurance vie se chiffre à 4 000 \$, vous avez actuellement besoin d'un revenu de 7 720 \$ avant impôt simplement pour payer votre prime. Avez-vous déjà calculé combien dispendieuse s'avérerait votre couverture d'assurance vie dans pareille situation?

Une fois incorporé, le dentiste pourra transférer à sa compagnie le paiement de sa prime d'assurance vie, à condition que cette dernière en devienne bénéficiaire. C'est donc elle qui recevra le montant de l'assurance advenant le décès de l'assuré. Les règles fiscales font toutefois en sorte que cet argent pourra être ensuite remis entre les mains des personnes désirées sans aucun impact fiscal. Le taux d'imposition de la société étant de 29 % inférieur à celui du dentiste, le coût réel de détention de la police en est grandement diminué.

Tableau 5 : Économies annuelles selon le coût de l'assurance vie

Coût de l'assurance vie	1 000 \$	2 000 \$	3 000 \$	4 000 \$	5 000 \$
Économies annuelles	666 \$	1 332 \$	1 998 \$	2 664 \$	3 330 \$

De plus, il existe un assouplissement au niveau de la Loi de l'impôt lors du transfert de la police d'assurance vie permanente du dentiste vers sa société. De manière simple, le dentiste peut recevoir, libre d'impôt, la différence entre la juste valeur marchande de sa police et la valeur de rachat de celle-ci. Si par exemple la valeur de rachat est de 100 000 \$ mais que la juste valeur marchande de cette police est de 150 000 \$, le dentiste retirera une somme, sans impôt, de 50 000 \$ de sa société, ce qui occasionne une économie d'environ 18 250 \$. Voilà un aspect subtil de l'incorporation qui peut, dans certains cas, s'avérer d'une grande valeur.

1.7 Le bureau à domicile

Une fois l'incorporation complétée, le dentiste pourra se faire rembourser par l'entreprise certaines dépenses relatives à l'utilisation de sa résidence pour fins d'affaires. Les sociétés n'étant pas soumises aux règles fiscales restrictives des particuliers, le dentiste pourra réaliser des économies intéressantes s'il opère un bureau à domicile. À titre d'exemple, un dentiste qui aménagerait un bureau pour effectuer de la lecture de documents médicaux et des tâches administratives pourrait se faire rembourser, libre d'impôt, une somme importante. Les dépenses tels les taxes foncières, l'électricité, le chauffage, les assurances seraient alors calculées et réclamées selon un pourcentage d'utilisation de la résidence à des fins commerciales.

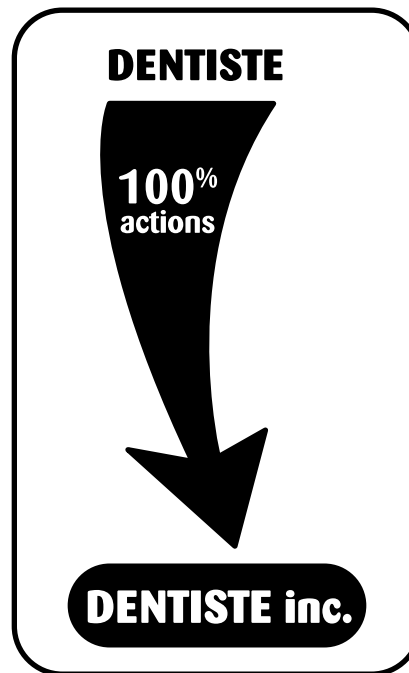
1.8 Devrais-je m'incorporer ?

Après avoir pris connaissance des sept avantages distincts de l'incorporation, vous vous questionnez peut-être sur le bien-fondé d'incorporer votre pratique. De façon générale, il est aisé d'affirmer que tous les dentistes devraient s'incorporer. La possibilité de vendre sa pratique sans payer des impôts justifie à elle seule l'investissement initial. De plus, les individus pouvant réaliser au moins 3 000 \$ d'économies annuelles (calculées selon les tableaux présentés précédemment) devraient s'incorporer immédiatement. En plus des avantages monétaires immédiats, une portion importante des dentistes obtiendra des économies annuelles variant de 8 000 \$ à 12 000 \$ grâce à l'incorporation. Dans tous les cas, vous devez absolument consulter un professionnel de la fiscalité!

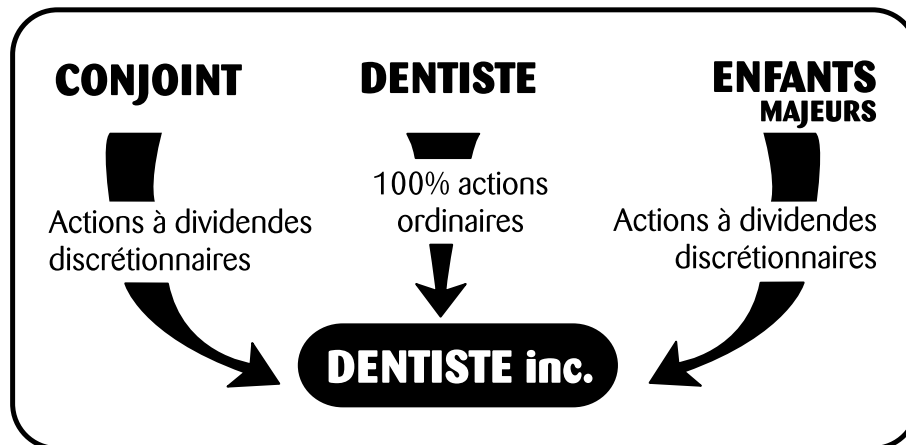


2. Les structures possibles pour les dentistes œuvrant au Québec

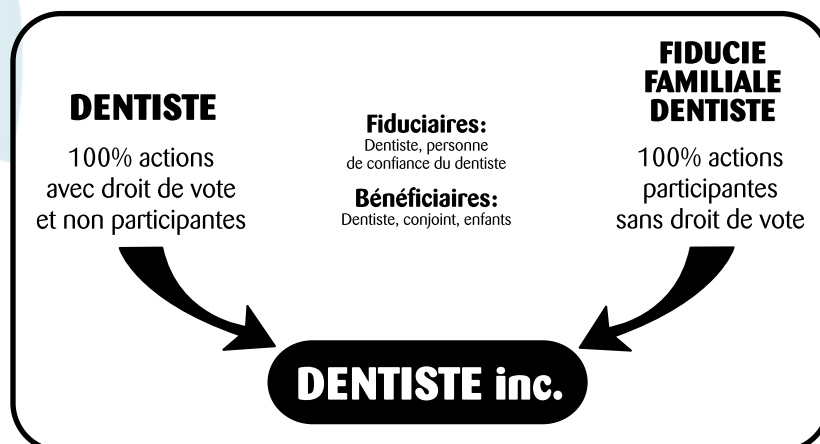
2.1 La structure de base



2.2 La structure professionnelle



2.3 La structure ultime



2.4 Schéma des avantages relatifs aux structures illustrées

	De base	Professionnelle	Ultime
Fractionnement de revenu		X	X
Déduction pour gain en capital	X	X	X
Économie au niveau du financement	X	X	X
Vente de l'achalandage	X	X	X
Report d'impôt	X	X	X
Avantage relié à l'assurance vie	X	X	X
Déductibilité du bureau à domicile	X	X	X

2.5 Quelle structure est la plus avantageuse pour moi? Votre situation personnelle et vos objectifs détermineront la structure optimale qui vous convient.

La structure de base risque fort bien de vous convenir lorsqu'il vous est impossible de fractionner votre revenu avec un conjoint ou des enfants majeurs.

Ex : Votre conjoint a un revenu supérieur au vôtre et vous n'avez pas d'enfant majeur.

La structure professionnelle a davantage de chance de vous séduire s'il vous est possible de fractionner votre revenu avec votre conjoint ou des enfants majeurs, mais que vous prévoyez pouvoir le faire sur une courte période seulement.

Ex : Vous avez des enfants majeurs qui terminent bientôt leurs études et qui gagneront un salaire important par la suite.

La structure ultime s'adresse à vous s'il vous est possible de fractionner votre revenu avec des membres de votre famille, et ce sur plusieurs années.

Ex : Votre conjoint travaille à temps partiel ou gagne un revenu faiblement imposé et/ou vous avez des enfants en bas de 20 ans qui s'engagent dans de longues études et dont les pronostics de revenus à court terme sont plutôt limités.



Les fiducies discrétionnaires procurant des avantages indéniables, la structure ultime s'impose habituellement pour profiter de possibilités multiples de fractionnement de revenu à long terme. Les économies alors réalisées au niveau du fractionnement de revenus, de même que la flexibilité accrue, compensent amplement les coûts différentiels additionnels.

3. Les étapes de l'incorporation

Voici un sommaire en neuf points des étapes requises pour incorporer une pratique dentaire. Certaines de ces étapes demanderont votre participation, mais notre équipe saura vous assister dans cette démarche afin de minimiser l'investissement de temps requis de votre part.

Étape	Description
Étape 1	Création des entités pertinentes (compagnie, fiducie...)
Étape 2	Évaluation de la valeur du cabinet
Étape 3	Obtention de la confirmation de l'existence de la société au registraire des entreprises
Étape 4	Obtention de l'attestation d'assurabilité de la FARPODQ
Étape 5	Déclaration sur le formulaire de l'Ordre des dentistes des informations requises pour exercer en société
Étape 6	Signature du formulaire devant un commissaire à l'assermentation
Étape 7	Envoi des documents des étapes 3 à 6 à l'Ordre des dentistes et d'un chèque de 100 \$
Étape 8	Réception de la confirmation écrite de l'Ordre des dentistes
Étape 9	Inscription à un compte administratif à la RAMQ

4. Annexes pertinentes



4.1 Réponses aux questions fréquemment posées

Q : Quel est le rendement annuel approximatif généré sur l'investissement initial relié à l'incorporation ?

R : Cela varie beaucoup d'un dentiste à l'autre mais, sur une période de 10 ans, le rendement moyen se situe entre 75 % et 150 % par année.

Q : Mes investissements me rapportent en moyenne 2 % par année et vous me proposez un rendement de 35 à 75 fois plus élevé, comment cela peut-il être légal ?

R : Avec les récents scandales financiers, il est normal d'être sceptique face à des rendements aussi élevés. En fiscalité, il existe différentes manières de faire les choses, mais cela demande une connaissance du domaine. Sans cette connaissance, plusieurs professionnels se sont résignés à fonctionner sous le mode le plus simple, lequel ne favorise pas les personnes dont le salaire est imposé au taux maximum. Les dentistes, en outre, paient tellement d'impôts que l'optimisation de leur structure fiscale permet des économies importantes.

Q : Est-ce que mon comptable peut être impliqué dans le processus d'incorporation ?

R : Absolument... et c'est ce que nous souhaitons. Notre seul but est de vous accompagner dans le processus d'incorporation et votre comptable peut nous aider à le réaliser. Sa connaissance de votre dossier facilitera la démarche et nous pourrons nous concentrer sur les aspects de fiscalité spécialisée.

Q : Pour les frais annuels, puis-je continuer avec mon comptable actuel ?

R : Oui. Ces tarifs sont valables pour nos clients et représentent une estimation très fiable des honoraires à prévoir dans l'éventualité où vous préféreriez que votre comptable habituel s'occupe de votre société une fois celle-ci constituée.

Q : Ma situation actuelle ne justifie pas l'incorporation, mais j'entrevois des changements qui pourraient la rendre intéressante d'ici quelques années. Est-ce que je devrais m'incorporer maintenant ?

R : La réponse à cette question est une question d'opinion. Nul ne peut prévoir avec exactitude la situation financière des gouvernements dans les années à venir, mais une chose est certaine : dénicher davantage de revenus sera d'une importance capitale pour le gouvernement. Les dentistes ayant incorporé leur pratique seront vraisemblablement mieux protégés contre d'éventuels changements fiscaux.

4.2 Exigences légales relatives à l'incorporation des dentistes



4.2.1 Exigences au niveau de la société par actions

S.E.N.C.R.L OU S.P.A.
SOCIÉTÉS RÉGIES PAR L'ARTICLE 1 : SOCIÉTÉS QUI SE PRÉSENTENT COMME DES SOCIÉTÉS DE DENTISTES AYANT POUR OBJET L'EXERCICE D'ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES
CONDITIONS PRÉVUES AU RÈGLEMENT
<p>1. La totalité des droits de vote rattachés aux parts sociales ou aux actions de la société est détenue:a) soit par au moins un dentiste ;</p> <p>a) soit par au moins un membre de l'Ordre;</p> <p>b) soit par une personne morale, une fiducie ou toute autre entreprise dont les droits de vote rattachés aux actions, aux parts sociales ou aux titres de participation ou autres droits sont détenus en totalité par au moins un membre de l'Ordre;</p> <p>c) soit à la fois par une personne, une fiducie ou une autre entreprise visée aux sous-paragraphes a et b;</p> <p>2. Dans le cas d'une société par actions, la totalité des actions qui ne comportent pas de droit de vote est détenue :</p> <p>a) soit par au moins un membre de l'Ordre;</p> <p>b) soit par un parent, en ligne directe ou collatérale, d'un membre de l'Ordre détenant des actions visées au paragraphe 1;</p> <p>c) soit par le conjoint d'un membre de l'Ordre détenant des actions visées au paragraphe 1;</p> <p>d) soit par une personne morale, une fiducie ou une autre entreprise dont les droits de vote rattachés aux actions, aux parts sociales ou aux titres de participation ou autres droits sont détenus en totalité par une personne visée aux sous-paragraphes a, b ou c;</p> <p>e) soit à la fois par une personne, une fiducie ou une entreprise visées aux sous-paragraphes a, b, c, ou d;</p> <p>3. Seuls des membres de l'Ordre peuvent être nommés pour exercer des fonctions de gestion au sein de la société, y compris, le cas échéant, la fonction d'administrateur, d'officier et de dirigeant;</p> <p>4. Les actions du capital-actions de la société ne peuvent être transférées sans le consentement de son conseil d'administration;</p> <p>5. Les conditions énoncées aux paragraphes 1 à 4 du présent alinéa sont inscrites dans les statuts de la société par actions ou stipulées dans le contrat constituant la société en nom collectif à responsabilité limitée et qu'il y est aussi stipulé que cette société est constituée aux fins d'exercer des activités professionnelles.</p>



NOTES



NOTES



➤ Qu'est-ce que Fiscalliance ?

Le Réseau Fiscalliance se spécialise dans l'élaboration de stratégies complexes, tant au niveau fiscal que financier. Notre clientèle est principalement composée de propriétaires d'entreprises et de professionnels.

Chaque année, ces individus ne bénéficient pas pleinement des économies auxquelles ils ont droit. Les lois fiscales sont tellement complexes que la consultation d'experts dans le domaine est incontournable.

En plus de plusieurs fiscalistes, notre réseau est composé de comptables agréés, d'avocats et de notaires.

Notre alliance vous permet de vous concentrer sur vos activités pendant que nos spécialistes vous encadrent dans la mise en place des meilleures stratégies pour votre situation.

Les stratégies proposées ont tellement de potentiel qu'il est quasiment assuré qu'elles vous feront économiser plus que le montant de nos honoraires. Intéressant n'est-ce pas?

➤ Qui est François Drouin ?

Malgré son jeune âge, François possède déjà une solide expertise dans le domaine de la planification fiscale avancée.

Sa formation universitaire l'a conduit à obtenir les titres de comptable agréé (CA) et de certified public accountant (CPA).

Il a aussi complété une maîtrise en fiscalité (M. Fisc.), au cours de laquelle il se distingua en tant que président de sa promotion, ainsi qu'à titre de récipiendaire de la bourse de la Chaire de recherche en fiscalité de l'Université de Sherbrooke.

Il est actuellement chargé de cours en fiscalité à l'Université de Sherbrooke et il est fréquemment invité à titre de conférencier pour des présentations portant sur divers volets de la planification fiscale.

Finalement, il est membre du comité spécial des jeunes praticiens de la Canadian Tax Foundation (CTF) et de l'Association de planification fiscale et financière (APFF)





FISCAlliance

FRANÇOIS DROUIN

T. 819.345.3073

F. 819.820.2502

fdrouin@fiscalliance.ca

1945, rue Belvédère S, bur. 204
Sherbrooke (Québec) J1H 5Y3

www.fiscalliance.ca

